



Ouverture de la 25^{ème} université d'été de la CSMF

Discours du Dr Jean-Paul ORTIZ, président de la CSMF

Le 13 septembre 2019

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Elus locaux,
Monsieur le Président des Généralistes-CSMF, Cher Luc,
Monsieur le Président des Spé-CSMF, Cher Patrick,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Confédéraux,
Mes Chers Amis,

Notre 25^e Université d'été de la CSMF s'ouvre dans un contexte nouveau, et dans un lieu différent de ce que nous avons connu dans les années précédentes. Il s'agit d'une Université d'été qui indiscutablement marquera un tournant dans la vie de la représentation professionnelle des médecins, dans la vie de la CSMF, au travers des grandes évolutions de notre système de santé. Cette Université d'été s'ouvre alors que les grands thèmes de la santé et de la protection sociale font la une des médias depuis plusieurs semaines.

Cette semaine a été marquée par un nouvel épisode de la crise des urgences. Lundi dernier, je représentais la CSMF à la réunion du Comité de concertation sur les urgences où la ministre de la Santé Agnès Buzyn a annoncé un plan pour résoudre la crise des urgences, doté de 750 millions. Ce plan a le mérite d'analyser le problème dans sa globalité et d'impliquer l'ensemble des acteurs concernés par les urgences, que ce soit des urgences vitales ou des urgences ressenties. Nous restons toutefois prudents sur la mise en œuvre de ce plan. Que sera ce service d'accès aux soins ? Nous n'accepterons pas que cela se traduise par l'extension du centre 15 à l'ensemble des

demandes de soins, centre 15 centré et géré par l'hôpital public. L'hôpital public ne peut pas être le cœur du système de santé et encore moins la porte d'entrée pour toute demande en soins. C'est bien la médecine de ville, la médecine de proximité, qui réunit les médecins généralistes et les médecins spécialistes, au plus près de la population, qui doit constituer cette porte d'entrée dans notre système de soins. De plus, rappelons qu'aujourd'hui la médecine de ville prend en charge plus de demandes en soins non programmés que l'ensemble des urgences hospitalières : 30 millions environ contre 21 millions. Alors que les médecins, en particulier en ville, sont déjà débordés et que nous vivons une crise démographique sans précédent, il est difficile de demander plus à ces médecins déjà surchargés, sans réorganiser l'ensemble du système et sans donner les moyens à la médecine de ville d'assumer ces réorganisations et ces missions. Ce plan d'urgence prévoit des dotations budgétaires essentiellement centrées sur l'hôpital, ce que nous déplorons. La médecine libérale continuera néanmoins à prendre sa place afin de faciliter l'accès aux soins de nos concitoyens, car collectivement nous ne pouvons laisser cette demande en soins non satisfaite dans les différents territoires.

Un autre sujet prend aujourd'hui une place prépondérante dans l'actualité : celui des retraites. Il s'agit d'un thème extrêmement sensible pour les médecins libéraux car ils ont prudemment géré leur caisse de retraite en constituant des réserves pour amortir le creux démographique à venir. La retraite universelle se traduira certes par des cotisations moindres pour les médecins libéraux, environ 22% en moins, mais surtout par des pensions qui seront largement amputées d'au moins un tiers. Nous ne pouvons accepter une telle diminution. Comme nous n'accepterons jamais que nos réserves durement constituées par des générations de médecins, aujourd'hui d'environ 7 milliards d'euros, servent à compenser les excès de certains régimes spéciaux, en particulier ceux de grandes entreprises de l'État. Nous n'accepterons jamais que les fourmis paient pour les cigales. Nous restons déterminés à négocier d'arrache-pied cette réforme des retraites, mais j'attire l'attention du gouvernement sur le risque d'une crise majeure avec les médecins si nous ne sommes pas entendus car une spoliation de nos efforts enflammera l'ensemble de notre profession, de toutes les générations, même les plus prudents et les plus sages. Je me réjouis que ce thème ait pu faire l'objet d'une position commune et partagée par tous les syndicats représentatifs, démarche que la CSMF a portée dès le mois de juin.

C'est dans ce contexte que notre Université d'été se déroule avec un thème particulier, celui de la biodiversité. Ce thème a pu en étonner certains, comme le programme en étonne certainement

plus d'un. Des moments historiques sont prévus comme ce dialogue que nous souhaitons ouvrir avec l'ensemble de la représentation professionnelle médicale, des plus jeunes et des seniors. Jamais nous n'avions invité les autres syndicats médicaux représentatifs à dialoguer publiquement à notre Université d'été. Ce sera un moment fort car nous souhaitons aujourd'hui ouvrir ce dialogue. Parce que notre métier est menacé, il nous semble important que l'ensemble des médecins, des plus jeunes aux plus anciens, puissent échanger et, nous l'espérons, dégager des grandes lignes et des points communs qu'ils pourront porter ensemble vis-à-vis des décideurs.

Le thème général de notre 25^e université d'été est « Médecine libérale : une biodiversité médicale à cultiver ». Comme je le disais en ce qui concerne le dialogue que nous souhaitons ouvrir avec l'ensemble des représentants du corps médical, cette biodiversité nous semble aujourd'hui une richesse. Elle n'est pas un handicap pour relever les défis de demain car la diversité de l'offre de soins caractérise notre médecine française, qui repose sur deux piliers : un secteur libéral fort et une médecine hospitalière volontiers salariée. Accepter ces différences, c'est pouvoir mieux construire l'avenir, c'est assumer cette biodiversité médicale.

Cette première table ronde intersyndicale permettra d'ouvrir ce dialogue inter générationnel et inter organisations médicales. Car il est temps aujourd'hui de discuter entre nous pour construire l'avenir de notre métier. Celui-ci est attaqué de toutes parts : la démographie médicale insuffisante est le prétexte pour déstructurer des pans entiers de notre activité, sans concertation ni co-construction. L'arrivée des autres professionnels de santé autorisés à réaliser des activités aujourd'hui réservées aux médecins pose problème. Nous ne sommes pas opposés à la délégation de tâches mais il est indispensable que ces évolutions soient construites avec les principaux intéressés, c'est-à-dire avec les médecins. Ça n'est pas aux députés d'en décider, ça n'est pas à la ministre de le décider dans un de ses multiples plans ...

Mais au-delà des autres professionnels de santé, notre métier est attaqué par d'autres acteurs : l'intelligence artificielle et les GAFAs émergent et envahissent le monde de la santé ; le pouvoir de la finance a pénétré dans nos établissements de soins. Et l'État, via les ARS et sa nature bureaucratique et normative, voudrait gommer nos différences et faire rentrer tous les médecins libéraux dans un seul et même moule, dans une seule et même organisation à sa botte. Il est temps que les médecins réagissent et reprennent le pouvoir afin d'être de véritables offreurs de

soins organisant le système de santé. Pouvons-nous le faire tous ensemble, nous rassembler pour reprendre l'initiative et la fierté d'être médecin ? C'est le pari que nous lançons.

La deuxième table ronde posera la question de l'organisation des soins dans les territoires : cette dimension géographique est aujourd'hui un élément incontournable dans toute réflexion sur notre système de santé. Car les Français nous l'imposent : et ils ont raison. Ils veulent pouvoir accéder aux soins dans tous les territoires. C'est une obligation républicaine, mais c'est aussi une obligation éthique. Les médecins doivent s'atteler à garantir un accès aux soins à tous les Français partout, à garantir la possibilité de trouver un médecin traitant partout, à garantir des délais de consultation raisonnables auprès de médecins spécialistes. Si nous ne prenons pas ce problème à bras le corps, d'autres le feront : l'État, les collectivités locales, voir d'autres offreurs de soins ou les payeurs ou financeurs, que ce soit l'Assurance Maladie ou les organismes de mutuelles complémentaires. Le débat promet d'être passionnant entre un président de conseil départemental qui pense résoudre le problème d'accès aux soins grâce à des médecins salariés, le DG de la CNAM, un directeur d'ARS et des médecins libéraux actifs sur leur territoire...

La table ronde autour de la responsabilité politique permettra de débattre avec ceux qui font les lois, en particulier celles qui concernent la santé. Bien sûr la transition sera toute trouvée avec la problématique des territoires : quid de la liberté d'installation ? Pour avoir assisté à plusieurs reprises à des débats parlementaires, on sent que le pouvoir politique est à deux doigts de vouloir mettre fin à la liberté d'installation. Nous nous y sommes toujours opposés, et il nous faudra en débattre car l'exigence des populations sur le terrain est grande.

L'intelligence artificielle est en train de faire évoluer notre métier et l'arrivée du numérique en santé va entraîner de profondes mutations. Nous aurons la chance de pouvoir en discuter avec des acteurs majeurs de cette irruption numérique dans notre milieu. Le titre est provocateur à dessein, il peut déranger, mais il faut aujourd'hui aborder ces problèmes avec des visions nouvelles et effectivement se poser la question de savoir si ces nouveaux industriels de la santé sont des prédateurs de notre métier.

Enfin dimanche nous fera voyager : nous aborderons l'entreprise médicale libérale en Europe. Comment d'autres pays européens se sont organisés dans ce contexte-là ? Quel type d'activité médicale libérale est-il développé dans ces autres pays mais aussi quelles entreprises libérales voit-on émerger en France ? Ce regard européen nous enrichira certainement, et nous permettra

de conclure notre Université d'été sur un regard très libéral, très entrepreneurial, celui de notre Grand témoin, Agnès Verdier-Molinié.

Cette 25^e Université d'été promet d'être riche et passionnante, mais au-delà de sa richesse qui est habituelle dans nos rencontres, je suis sûr qu'elle marquera un tournant indispensable pour notre métier, pour notre organisation, mais surtout pour l'ensemble de la médecine libérale. Nous devons, nous avons cette responsabilité historique, d'y prendre toute notre place. Je sais notre détermination collective, et il nous faut aujourd'hui construire ensemble l'avenir au-delà de notre diversité.

Bonne université d'été !

Je vous remercie.